

Pétage de plomb -

De l'échec militaire et des perspectives civiles au Sahel

Le comité "Sahel" de l'association pour études africaines en Allemagne VAD a été fondé en 2020 parce que, d'un point de vue scientifique, l'engagement militaire et civil occidental au Sahel est entaché de graves erreurs stratégiques et opérationnelles et que les constats académiques et de la société civile existantes sur les causes de la crise n'ont pas été prises en compte politiquement. Dans ce sens, nous commentons comme suit la décision du gouvernement allemand de mettre fin à l'engagement de la MINUSMA au Mali dans un délai de 18 mois :

Nous sommes stupéfaits de constater que la décision du gouvernement fédéral de retirer le contingent allemand de la MINUSMA ne reflète toujours pas l'échec de l'intervention militaire occidentale au Sahel. Sa justification publique se lit comme si le retrait de la MINUSMA était uniquement dû au manque de coopération du gouvernement militaire au Mali.

Nous sommes tout aussi étonnés que le gouvernement fédéral et le parlement ne veuillent absolument pas reconnaître le manque de succès de décennies de coopération au développement conventionnelle au Sahel - malgré de nombreux bons projets ceci constitue le pendant civil de l'échec militaire.

Il est vrai que la crise existentielle des États et des sociétés du Sahel occidental continue de s'aggraver. La menace terroriste se propage sans frein vers le sud - vers les pays du Golfe de Guinée. Cette situation catastrophique ne peut être influencée positivement que sous la primauté politique du civil, avec une coopération civile stratégiquement réorganisée. L'évaluation de la situation d'un point de vue purement militaire est une impasse. L'armée est essentielle dans la lutte contre le terrorisme, mais elle ne peut être efficace que si les forces armées nationales font partie de la solution et non du problème.

Il est tout aussi fatal de faire dépendre la coopération civile dans toute la région principalement de la présence de troupes de l'ONU. Les coups d'État militaires dans les pays du Sahel sont en même temps accompagnés d'un sentiment de renouveau au sein de la population qui, après des décennies de coopération au développement essentiellement orientée vers les intérêts européens et notamment français, espère un nouveau départ avec des projets d'avenir agricoles et industriels qui font avancer les pays et tiennent compte de leur situation. Si l'on ne trouve pas de nouvelles voies de coopération civile sous la direction des forces locales, cela reviendra, comme en Afghanistan, à tourner le dos à la région et à abandonner les populations locales à leur sort. Au Mali, comme dans les autres pays du Sahel concernés, les acteurs civils sont déterminants dans la lutte contre le djihadisme et pour une cohabitation pacifique. Plutôt qu'une vision d'en haut, plutôt qu'une vision centrée sur l'État central, les ministères et les parlements, ce sont les arènes locales et régionales, en dessous du niveau des élites nationales, qui doivent jouer le rôle clé.

Il est indéniable que la MINUSMA a eu une fonction limitée de protection de la population dans son environnement immédiat, en particulier dans les grandes villes ; elle a soutenu des accords de paix locaux et développé quelques projets appréciés localement. Des experts de la région le confirment également. Mais depuis quelque temps, la MINUSMA n'est que très partiellement opérationnelle en raison de décisions prises par le gouvernement militaire du Mali. Cela justifierait tout à fait un arrêt immédiat de la mission, et pas seulement après un an et demi. Cependant, avec un mandat robuste et une participation adéquate et égale des forces armées nationales, la MINUSMA, ainsi que d'autres missions dans la région,

pourraient être poursuivies de manière judicieuse. Le rôle central ne peut être joué que par l'armée malienne qui, avec le soutien de la Bundeswehr et d'autres partenaires (formation continue et équipement), doit devenir apte à protéger la population civile de manière efficace. La décision du gouvernement fédéral ne laisse toutefois pas entrevoir s'il entend profiter de la longue période de transition pour adapter le mandat et la doctrine d'intervention et, le cas échéant, convaincre le gouvernement malien et l'ONU de cette nécessité.

L'argument avancé surtout par le ministère des Affaires étrangères de rester pour l'instant au Mali avec le contingent allemand afin de protéger les élections présidentielles prévues pour février 2024 donne une fausse orientation. Car il est fondé une fois de plus sur l'idée surréaliste d'élections nationales libres qui pourraient être organisées à court terme et amorcer un "retour" à la démocratie. Cette idée ne tient pas compte du fait que (a) la classe politique au Mali (comme au Burkina Faso) est complètement discréditée auprès d'une grande partie de la population et que (b) de vastes territoires au Mali et au Burkina Faso ne sont plus du tout sous le contrôle de l'État et que de nombreuses autres régions en dehors des villes sont sous le contrôle de gouverneurs et de préfets militaires.

Fondamentalement, le gouvernement fédéral semble toujours adhérer à l'idée qu'au Sahel, le retour de l'ancien système étatique de type postcolonial dans les territoires occupés est possible et que certaines "tendances à la dé-démocratisation" peuvent être endiguées. Cette idée ne tient pas compte de l'état de délabrement avancé de l'État au Mali et au Burkina Faso.

En revanche, nous soulignons la perspective, partagée par de nombreux acteurs de la région, selon laquelle une reconstruction de l'État par le haut et par le bas est nécessaire - une "Refondation de l'État". Cette reconstruction doit prendre en compte de manière décentralisée et institutionnelle les multiples réalités sociales, économiques et politiques des régions du Sahel, au lieu de leur imposer à nouveau un État central unitaire. La coopération au développement doit également s'en inspirer et tenter de soutenir de manière différenciée le rétablissement de la paix et des services publics dans ces contextes. Les diplomates et les experts allemands doivent eux aussi retrouver leurs marques dans un paysage social aux multiples facettes, avec de nombreuses adresses et de nombreux acteurs. En raison de la faiblesse perceptible de l'analyse de la situation et du manque d'objectifs, nous saluons le fait que le gouvernement fédéral veuille se doter explicitement d'une stratégie pour le Sahel en 2023, qui s'inscrit dans la stratégie nationale de sécurité allemande. La justification d'une nouvelle stratégie fournit des points clés d'une approche modifiée de la coopération civile dans la région. Ainsi, l'intention d'ouvrir des perspectives d'emploi à court terme pour la population jeune de la région reflète l'une des principales causes de la crise. De tels projets ne devraient toutefois pas se concentrer sur la prévention de la migration.

La justification officielle de la décision par rapport à la MINUSMA ne contient rien sur le soutien des offres locales de dialogue et des processus de paix impliquant des groupes armés, alors que c'est précisément le point qui fait l'objet de discussions critiques, y compris parmi les acteurs militaires dans les pays du Sahel. Contrairement à ce que font croire les dirigeants maliens et leurs alliés russes, le problème du terrorisme ne peut pas être résolu uniquement par des moyens militaires, mais essentiellement par des discussions et des négociations avec toutes les forces disposées à discuter, ce qui a déjà lieu depuis un certain temps au niveau local avec des groupes djihadistes. Les groupes armés au Sahel sont très différents les uns des autres. Toutes les négociations avec les groupes armés n'ont pas abouti à une meilleure situation pour la population civile et de nombreuses personnes au

Mali veulent simplement que la terreur cesse au quotidien. En désespoir de cause, beaucoup misent également sur des solutions militaires, car leur situation continue de se dégrader. Mais nous ne devons pas non plus négliger le fait que certains groupes armés acceptent des ONG qui fournissent des services (par exemple dans le domaine de la santé) qu'ils ne peuvent pas assurer eux-mêmes, et leur offrent même une protection dans certaines circonstances. Cela ouvre des points de départ politiques.

Nous nous demandons pourquoi le gouvernement fédéral n'est toujours pas disposé à formuler un désaccord limité avec nos partenaires français sur ces points et à le rendre public dans la région. S'il ne le fait toujours pas, il risque d'être totalement identifié à l'action de la France, à laquelle des critiques nuancées d'acteurs de la région, mais aussi de scientifiques et de think tanks internationaux (notamment français) reprochent à juste titre d'agir de manière arbitraire, voire néocoloniale. La "communication stratégique" envisagée par le gouvernement allemand, selon ses propres dires, doit absolument en tenir compte. Nous voyons dans les récentes prises de position des dirigeants militaires du Mali et du Burkina Faso de nettes différences politiques. Alors que le gouvernement militaire malien accuse des ennemis extérieurs d'être à l'origine de la crise, les nouveaux dirigeants burkinabés semblent mettre beaucoup plus l'accent sur la lourde responsabilité des anciennes et nouvelles élites de leur propre pays. Même s'il reste à voir comment cela se traduira concrètement par des actions, nous proposons de prendre en compte ces différences de manière stratégique ou d'insister sur des différenciations et des adaptations supplémentaires dans les échanges politiques.

Enfin, nous demandons à l'Allemagne de prendre résolument position, dans toute communication, contre les tendances manifestes à l'ethnicisation des conflits dans la région, qui dénoncent délibérément une ethnie particulière comme complice du terrorisme et soutiennent les milices d'autres ethnies contre elle. Ces exacerbations reposent avant tout sur des conflits latents de longue date concernant l'utilisation des terres, que les groupes de population arrivaient jusqu'il y a quelques années à négocier de façon constructive au niveau local, malgré des problèmes sociaux et politiques croissants, tant qu'ils n'étaient pas manipulés par des politiciens et des influenceurs. Compte tenu de notre histoire, la République fédérale d'Allemagne en particulier peut et doit assumer une responsabilité essentielle dans ce domaine.

Fait en décembre 2022

Pour la commission VAD "Sahel" :

Erdmute Alber, Helmut Asche, Maria Grosz-Ngaté, Christiane Kayser, Cornelius Oepen, Katja Werthmann- Kirscht.